



**Compte-rendu des résultats du projet « Langue, genre et durabilité » (LAGSUS)  
sponsorisé par la Fondation Volkswagen (2003-2007)  
dans le cadre du programme *Thèmes-clé des sciences humaines***

Le thème de ce projet – la relation entre langues et développement – se situe à l’intersection des sciences humaines et de la problématique du tiers-monde telle qu’elle se présente avec une acuité accrue à l’heure de la mondialisation. Aussi l’attention portée sur les déficits communicationnels au sein de la coopération internationale au développement a-t-elle gagné en actualité au cours des dernières années (Martens et al. 2002). Par rapport à cette problématique, ce sont les populations les plus démunies sur le plan économique et politique qui se trouvent placées au premier plan. Car de plus en plus, on se rend compte que c’est de l’implication effective de ces populations dans les processus de planification et de prise de décision que dépend en grande partie le succès ou l’échec de la réalisation des Objectifs millénaires du développement, notamment ceux qui visent à réduire la pauvreté (point 1 des OMD) et à rééquilibrer l’écologie (point 8 des OMD). Sur ce point, le rapport de la Banque mondiale de l’an 2004 (WDR 2004) et, plus récemment, la teneur du *BBC World Debate : Food – Who pays the price ?* (IFAD, Rome, 28 mars 2008) ne laissent pas de doute. Toutefois, la question de savoir *dans quelle langue* les groupes-cibles marginalisés doivent s’exprimer n’est pratiquement jamais prise en considération – comme ce fut déjà le cas de l’*Agenda de Rio*, qui avait pourtant pesé de tout son poids pour essayer d’obtenir la participation effective des populations marginales de la planète aux conventions sur le climat et l’environnement (*Déclaration de Rio* 1992, art. 22). Une approche pluridisciplinaire s’est donc avérée indispensable afin de colmater les brèches aussi bien sur une base empirique que conceptuelle et méthodologique et, ce faisant, d’aborder la problématique des écueils communicationnels et la manière d’en venir à bout, en y intégrant celle de la langue.

Les résultats de la recherche longitudinale menée dans le respect du primat de l’analyse effectuée par les acteurs locaux eux-mêmes auprès de quatre groupes-cibles vivant respectivement en Côte d’Ivoire (Toura), Namibie (Herero), Indonésie (périphérie du parc national de Lore Lindu) et Ouganda (Baluli), confirment le lien entre la compétence communicationnelle d’une part et le pouvoir d’agir de l’autre. Ce lien se définit de manière négative comme *dépendance communicationnelle* et de manière positive comme *durabilité communicationnelle*. Si la première équivaut à une entrave à la durabilité, la durabilité communicationnelle, elle, a une incidence favorable sur la durabilité tout court, celle du développement. Il se trouve que dans le cas de la grande majorité des populations de l’Afrique subsaharienne, la dépendance communicationnelle est liée à la pauvreté par le cercle vicieux de leur exclusion et de leur maintien dans un déficit permanent d’accès aux ressources communicationnelles. Le bilan d’une recherche de terrain menée sur quatre ans au cœur de la crise ivoirienne, à l’ouest du pays, permet cependant d’affirmer que ce circuit peut être efficacement rompu en renforçant la compétence communicationnelle dans la langue locale. Si ce processus de capacitation par la langue est attesté dans des conditions exceptionnelles, il s’agit d’en vérifier les effets à long terme dans le contexte « normalisé » de l’après-guerre.

Sans être lié de façon absolue à l’utilisation de la langue locale, le recours à « l’infrastructure communicationnelle », constaté dans plusieurs des sites dans lesquels cette recherche s’est déroulée, constitue un autre pré-requis de la durabilité communicationnelle. Il s’agit de protocoles de négociation ancrés dans le savoir local : la procédure traditionnelle, mais toujours en usage, du *Kono* des Toura, ou, greffé sur une tradition plus ancienne, le

*Musyawarah* aujourd'hui pratiqué dans les assemblées villageoises de l'Indonésie. Par rapport à des messages ou enseignements innovateurs que l'on cherche à transmettre à une communauté, ces protocoles ne servent pas seulement à la transmission ou au contrôle de cette dernière, mais avant tout à leur légitimation en tant qu'objet de négociation locale. Celle-ci, pour conduire à des résultats durables, exige la participation inclusive au processus de négociation. Le *Kono* rend cette inclusivité formellement incontournable grâce à l'inversion de l'ordre des interventions ; l'ordre d'intervention habituellement dicté par le droit d'aînesse y est remplacé par l'ordre ascendant à partir du plus jeune participant mâle. Lorsque les infrastructures communicationnelles font défaut, par exemple suite à une rupture historique ou à l'adoption d'un mode de vie de migrants par les hommes, leur restitution devient l'objet d'un processus d'apprentissage collectif, amplement documenté par des études de cas en milieu herero ; ou se transforme, comme chez les Baluli, en objectif de capacitation communicationnelle comme un but à atteindre dans le cadre de la vulgarisation agricole. L'intégration du genre dans le processus communicationnel du développement est considérée comme pertinente en soi sous l'angle de l'inclusivité d'un développement visant la société dans son ensemble. L'approche participative, dont le principe n'est guère contesté de nos jours, l'exige comme une évidence. Pourtant chez les Toura, elle s'avère être un domaine empreint de tabous religieux non négociables. D'où la nécessité de poser la question de *l'élargissement du champ du négociable*, d'abord en tant que préalable à un développement intégré sur le plan local et, au-delà du cas particulier, comme visée pertinente d'une orientation communicationnelle du processus de développement en tant que tel.

Thomas Bearth (Université de Zurich)  
 Coordonnateur scientifique

### → Rapport final détaillé (en anglais)

<http://www.lagsus.de/pdf/LAGSUS%20Final%20report%202003-2007.pdf>

### Références (sélection)

- BAYA, Joseph, 2008a. La communication en temps de crise dans un projet de gestion de ressources naturelles. In : Tourneux Henry (dir.), *Langues, cultures et développement*, Paris, Karthala. 153-169.
- BEARTH, Thomas
- avec Diomandé FAN. 2006. The local language – a neglected resource for sustainable development. In: Ernest W.B. Hess-Lüttich (ed.), *Eco-Semiotics. Umwelt- und Entwicklungskommunikation*. Tübingen/Basel: Francke. 273-293.
  - 2007a. Afrikas Sprachen: Hindernis oder Ressource? In: Thomas Bearth, Barbara Becker, Rolf Kappel, Gesine Krüger und Roger Pfister (Hrsg.), *Afrika im Wandel*. Zürich: vdf. 181-195.
  - 2007b. [éd.] *Dynamiques du genre : le cas toura. Stratégies de survie en temps de crise*. Abidjan : Editions Livres Sud (EDILIS).
  - 2008. Language as a key to understanding development from a local perspective. A case study from Ivory Coast. In : Henry Tourneux (dir.), *Langues, cultures et développement*, Paris, Karthala, 309 p. Collection « Dictionnaires et langues ». 35-116.
- BECK, Rose Marie, 2007. Approches théoriques du genre, de la langue et de l'innovation: interprétations créatives des tabous langagiers. In : Thomas Bearth (éd.), *Dynamiques du genre : le cas toura. Stratégies de survie en temps de crise*. Abidjan : Editions Livres Sud (EDILIS). 99-130.
- FAN, Diomandé. 2007. Nachhaltige Entwicklung im sprachlich vertrauten und im sprachlich nicht vertrauten Umfeld: Erfahrungen eines Landwirtschaftsexperten. In: Thomas Bearth, Barbara Becker, Rolf Kappel, Gesine Krüger und Roger Pfister (Hrsg.), *Afrika im Wandel*. Zürich: vdf. 197-207.
- MARTENS, Bertin & Uwe Mummert, Peter Murrell & Paul Seabright, 2002. *The Institutional Economics of Foreign Aid*. Cambridge: Cambridge University Press. Foreword: Elinor Ostrom.
- VÉ KOUADIO, Lydie, 2007. Colère des femmes et silence des hommes : une analyse du discours des femmes de W. sur la gestion de leur décortiqueuse. In : Thomas Bearth (éd.), *Dynamiques du genre : le cas toura. Stratégies de survie en temps de crise*. Abidjan : Editions Livres Sud (EDILIS). 203-217.
- WDR 2004. World Development Report 2004: Making Services Work for Poor People. <<http://econ.worldbank.org>> [consulted Oct. 7, 2007]